



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Quimper, le 24 novembre 2022

## Bilan de l'exercice des 23 et 24 novembre sur l'Île Longue

Le mercredi 23 et le jeudi 24 novembre 2022, un exercice national de sécurité nucléaire organisé conjointement par le préfet du Finistère, l'autorité de sûreté nucléaire de défense (ASND) et la Marine nationale, s'est déroulé sur la base opérationnelle de l'Île Longue en presqu'île de Crozon.

S'inscrivant dans la politique d'exercices nationaux organisés chaque année à Brest/Île Longue, Toulon ou Cherbourg, il visait à entraîner la Marine nationale et les pouvoirs publics, à gérer un accident sur une chaufferie nucléaire de sous-marin.

Faisant s'enchaîner plusieurs faits dont l'occurrence simultanée et la gravité dépassent volontairement toute hypothèse réaliste, cet exercice a permis d'impliquer les acteurs civils et militaires à l'échelon local (base opérationnelle de l'Ile Longue, autorité militaire territoriale, préfecture du Finistère, ARS, directions départementales des services de l'Etat) et national (ASND, DICoD - Délégation à l'information et à la communication de la Défense et IRSN - Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) à la gestion de crise.

Dans le cadre de l'exercice, dont le scénario n'était pas connu des participants, les équipes ont dû faire face à un incident technique survenu dans le compartiment chaufferie nucléaire d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins à quai sur la base opérationnelle de l'Île Longue.

Le commandant de l'Île Longue a alors déclenché le plan d'urgence interne du site à

# Contact presse Bureau de la communication interministérielle

09h34 marquant le début d'engagement de l'ensemble des équipes d'intervention, en particulier les marins-pompiers et les services médicaux.

Indépendamment de ce premier événement nucléaire et pour complexifier l'exercice, un incendie s'est déclenché à bord du sous-marin dans un local annexe de la chaufferie nucléaire. Au regard de l'évolution provoquée de la situation, le préfet du Finistère a déclenché son plan particulier d'intervention à 13h32. Il définit l'organisation et l'intervention des secours pour assurer la sauvegarde de la population et la protection de l'environnement en cas d'événement à caractère radiologique.

La conjonction de ces événements a permis de forcer le scénario vers une dispersion limitée de rejets atmosphériques radioactifs à proximité de la base. Ceux-ci avaient vocation à entraîner les différents services impliqués, en particulier sur le volet de la protection des populations. La gravité de ce scénario est volontairement portée à son plus haut niveau pour pouvoir mettre en œuvre toute la gamme des moyens existants.

Il vise par ailleurs à éprouver la réactivité et la coordination des équipes de la base de l'Île Longue, de commandement de l'arrondissement maritime Atlantique à Brest (et son centre de traitement de crise), de la préfecture du Finistère et de l'échelon central du ministère des Armées.

Cette évolution a impliqué la mise en œuvre de mesures complémentaires de précaution dans le voisinage immédiat de la base opérationnelle de l'Ile Longue. Ces opérations ont été pilotées depuis le centre opérationnel départemental (COD) de la Préfecture du Finistère, en lien avec le poste de commandement opérationnel (PCO) basé à Crozon : mise à l'abri des population, messages d'alerte et de comportements à tenir, information du public,... Ces dispositions ont associé les collectivités ainsi que les pompiers du SDIS29 et les gendarmes du Finistère.

La mise à l'abri et le départ anticipé du personnel non essentiel à la gestion de crise de la base de l'Île Longue ont également été jouées. Le scénario impliquait aussi la prise en charge médicale de 23 marins blessés et/ou contaminés.

La fin des rejets a été annoncée en fin de journée le mercredi 23 novembre, permettant à la Préfecture du Finistère de lever les mesures de mise à l'abri et de confinement de la population.

Ce jeudi 24 novembre était dédié à la reprise de l'activité sur la base opérationnelle de l'Île Longue et la gestion post-évènement en zone civile (mise en place des mesures d'information des populations, des mesures de surveillance et de contrôle). La priorité était alors à la réalisation d'une cartographie exhaustive des zones contaminées ou susceptibles de l'avoir été et d'engager les opérations de

# Contact presse Bureau de la communication interministérielle

### décontamination.

Cet exercice national de sécurité nucléaire a non seulement permis de mobiliser tous les acteurs, de les entraîner, mais aussi d'accroître leur connaissance mutuelle.

La coordination entre les autorités civiles et militaires a permis une gestion de crise efficace. Les différents points de décision ont permis de guider l'action de chacun pour le rétablissement d'une situation normale. Les autorités remercient l'ensemble des participants à cet exercice.